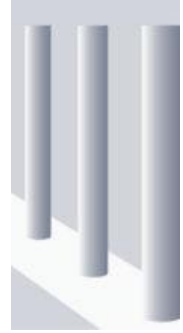


Internationaler Nürnberger Menschenrechtspreis Verleihung am Sonntag, 4. Oktober 2009

- Sperrfrist Sonntag, 4.10.2009 11.00 Uhr –
Es gilt das gesprochene Wort



Rede von Frau Souhayr Belhassen

Präsidentin der «Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme»

Mesdames et Messieurs,

Je suis émue et honorée d'être ici parmi vous pour rendre hommage à Maître Abdolfattah Soltani, et à travers lui à tous les hommes et les femmes qui se battent pour le respect des droits fondamentaux en Iran. Abdolfattah Soltani a été à plusieurs reprises incarcéré dans la sinistre prison d'Evin, dont la section 209 réservée aux prisonniers d'opinion. Il a ainsi payé le prix fort pour son engagement en tant qu'avocat et membre fondateur d'une des principales organisations non-gouvernementales de défense des droits de l'Homme en Iran, le Centre des défenseurs des droits de l'Homme, organisation membre de la FIDH.

Aujourd'hui, Maître Soltani n'est malheureusement pas parmi nous. Alors qu'il s'apprêtait à prendre l'avion pour venir recevoir son Prix à Nuremberg, son passeport lui a été retiré. Ces restrictions à sa liberté de mouvement sont récurrentes, et ce n'est pas la première fois qu'il est ainsi empêché de quitter son pays.

La situation de Maître Soltani illustre de façon plus générale le contexte dans lequel œuvrent les défenseurs des droits de l'Homme, les journalistes, les syndicalistes ou les mouvements étudiants en République islamique d'Iran. Ce contexte n'a fait que se durcir au cours des derniers mois. En témoigne la fermeture en décembre dernier du Centre des défenseurs des droits de l'Homme, cette organisation indépendante créée en 2001 par cinq avocats de renom: Shirin Ebadi, Abdolfattah Soltani, Mohammad Ali Dadkhah, Mohammad Seifzadeh et Mohammad Sharif. Rares ont été les périodes où aucun d'entre eux n'était en prison. Mais quand l'un était détenu à Evin, les autres prenaient le relai...

Pourquoi le Centre des défenseurs a-t-il été arbitrairement fermé par les autorités iraniennes? Car il dérangeait. Il gênait les autorités car il constituait le principal voire l'unique recours pour les

victimes de violations des droits de l'Homme en Iran, le pouvoir judiciaire n'étant qu'un outil de répression aux mains de l'Exécutif. En outre, le Centre avait engagé un travail sur des dossiers fondamentaux pour l'avenir du pays, mais considérés comme sensibles par les autorités de Téhéran. Le Centre soutenait les prisonniers politiques et leurs familles ainsi que la campagne pour l'égalité entre hommes et femmes, dénonçait les violations des droits de l'Homme, et examinait la législation et les pratiques en matière électorale, à l'aune des normes internationales. Suprême affront, les informations du Centre ont alimenté le rapport du Secrétaire général des Nations unies concernant la situation des droits de l'Homme en Iran, rendu public à la fin de l'année dernière...

Non seulement les autorités ont fermé le Centre, mais elles ont incarcéré la jeune responsable administrative qui y travaillait, Jinus Sobhani, sous des motifs fallacieux. Heureusement, grâce à la mobilisation nationale et internationale, cette dernière a été libérée quelques semaines plus tard. En revanche, le Centre reste lui toujours fermé à ce jour.

Les membres de la campagne pour un million de signatures, lancée en 2006 par des Iraniens et des Iraniennes pour que la législation soit amendée afin d'assurer l'égalité entre hommes et femmes ont également payé le prix fort. Nous avons répertorié des actes de harcèlement et des poursuites judiciaires à l'encontre de 54 activistes impliqués dans cette campagne. La répression a été à la mesure de l'écho que recevait la campagne dans tout le pays: les militantes pour l'égalité ont été dans un sens victimes de leur succès. Des condamnations à de lourdes peines de prison ont été prononcées, et plusieurs membres de la campagne ont été contraints à l'exil.

En dépit de cette répression brutale, la société civile iranienne a continué de se mobiliser pour l'ouverture d'espaces démocratiques dans le pays. Ainsi, les élections de juin 2009, et surtout les semaines qui ont suivi, ont marqué un tournant historique. Pour la première fois, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue pour contester la régularité du scrutin. « Where is my vote? », disaient les pancartes. Cette mobilisation massive, spontanée et pacifique a créé une onde de choc, qui a ébranlé le régime. Pour la première fois, sa légitimité était ouvertement contestée, à l'intérieur du pays.

Malheureusement, la réponse apportée par les autorités a été violente, aveugle, et a témoigné de la crispation de ceux qui gouvernent actuellement le pays. Des milliers de personnes ont été arrêtées arbitrairement – manifestants, opposants politiques, journalistes, étudiants et défenseurs. Parmi eux, deux membres fondateurs du Centre des défenseurs, Maîtres Dadkhah et Soltani. S'ils ont été libérés provisoirement au terme de plusieurs semaines de détention, le risque de poursuites judiciaires pèse toujours contre eux. Nombre de personnes arrêtées ont été torturées, parfois jusqu'à ce que mort s'ensuive. Des dizaines de personnes ont été tuées sommairement –

la commission d'enquête des deux candidats réformateurs aux élections ont rendu publique une liste non exhaustive de 69 manifestants tués par les autorités.

Ces crimes ne resteront pas impunis. Un jour ou l'autre, ceux qui les ont perpétrés et ceux qui les ont ordonnés devront rendre des comptes. C'est la raison pour laquelle la FIDH demande avec force la nomination d'un envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies concernant l'Iran, afin qu'il puisse établir les faits et les responsabilités dans les très graves violations des droits de l'Homme perpétrées en lien avec les élections. C'est la une étape indispensable pour tout processus de justice pour les victimes. L'Assemblée générale des Nations unies, actuellement réunie à New York, a un rôle fondamental à jouer à cet égard. Il faut qu'elle se saisisse de cette question sous peine de perdre toute crédibilité aux yeux des Iraniens qui ont osé défier le régime en place au péril de leur vie.

Aujourd'hui, les défenseurs des droits de l'Homme iraniens ont besoin plus que jamais du soutien et de la solidarité internationale. Il faut contrer les tentatives des autorités de la République islamique d'isoler la société civile iranienne et de faire taire toute voix critique. La frénésie répressive est telle que le nombre d'artistes, écrivains, réalisateurs, journalistes forcés à l'exil ne cesse d'augmenter. La remise du Prix de la ville de Nuremberg revêt dans ce contexte une dimension symbolique et un poids politique tout particuliers. Ce Prix symbolise ce que le régime iranien hait le plus: les libertés, la solidarité, l'égalité en droit. Autant de valeurs que notre ami et collègue Abdolfattah Soltani a toujours défendu avec courage et persévérance.